



des fourmis

Echos des services

ASH Clocheville, ASH ODG,
Urgences, Ateliers, Blocs
Trousseau, Neurochir,
Médecine Interne

Printemps de la psychiatrie p.9

Danger Congés d'été p.10

Résultats Elections FPH p.11

Mouvement Gilets Jaunes p.14

Bonne année en jaune

Evidemment il est trop tôt pour affirmer à tout va, mais il semble bien qu'il y aura un avant et un après l'hiver 2018. Ce moment où l'on a vécu l'irruption d'une colère venue de loin, puissante, débordant les cadres auxquels nous étions habitués-es.

C'est peu de le dire que le mouvement des gilets jaunes bouscule à tous les sens du terme. À l'heure où l'on écrit ces lignes, l'histoire est en train de s'écrire et il est bien impossible de prédire où cette contestation populaire va nous mener.

Sans vouloir tirer la couverture à nous (car il est parfaitement évident que l'origine du mouvement n'est pas d'origine syndicale) : Macron et son monde ne peut pas dire qu'il n'était pas prévenu, vu le nombre de fois où on lui a répété que « ça allait péter !!! »

A produire à tout va de la violence sociale depuis son arrivée au pouvoir, à repousser les limites de l'indécence et de l'autoritarisme, à mettre toute son énergie dans le contentement du MEDEF et des actionnaires aux détriments des classes populaires, Macron a foncé droit dans le rond-point de la révolte, qu'il a lui-même causée et provoquée.

Et le pire c'est qu'il continue à baver sur les pauvres et les fainéant-es dès qu'il en a l'occasion, les mêmes qui n'ont qu'à traverser la rue pour trouver du boulot.

Et comme il l'a imposé, rien de bon ne pourra sortir de sa tentative d'extinction d'incendie renommé « Grand débat ». Il nous saute aux yeux qu'à la base les



EN AVANT POUR LE GRAND DEBAT

termes sont pourris par l'idéologie du gouvernement : « *Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? (...) Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ? Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?* »

Ce n'est qu'un extrait mais tout est dit. La mobilisation contre Macron doit continuer. Sinon, les politiques qui produisent tant de violence sociale, en particulier dans la santé et à l'hôpital. Elles seront poursuivies, dès qu'il aura repris un peu de courage et retrouvé son déguisement de roi soleil, après avoir cauchemardé d'une belle tenue de goudron et de plumes.

C'est pourquoi SUD appelle l'ensemble des salarié-es à rejoindre la mobilisation des gilets jaunes, dans la mesure où les revendications communes vont dans le sens de la défense des services publics, du partage des richesses, de l'augmentation des salaires.

SUD et Solidaires, notamment à l'appel de nombreux-ses gilets jaunes, tentent de construire, avec les autres organisations syndicales, les mobilisations dans les établissements et entreprises qui apporteront de la force au mouvement actuel.

Car Fourmis jaunes, blanches ou rouges, unissons-nous. Seul-es on ne peut rien, ensemble on peut tout.

ASH Clocheville : une grève, une victoire

A la suite d'une (nouvelle) destruction, les ASH du plateau technique de chirurgie viscérale, orthopédique et de l'UCAP de Clocheville ont déposé un préavis de grève le 19 Octobre.

Elles étaient pour cela soutenues par les organisations syndicales SUD, CGT et FO.

En effet, cette destruction a imposé une diminution drastique de leur nombre, conjuguée à une augmentation de leur charge de travail (majorée par des travaux dans les locaux du service). Après plusieurs réunions de négociations, les collègues ont maintenu la pression et le 19 novembre, après une

rencontre avec la directrice générale, celle-ci leur a accordé le renfort d'un poste ASH du lundi au dimanche (de façon temporaire, durant les travaux).

Cela sonnait la fin de la grève, le hurra de la victoire.

En lutte jusqu'à la victoire

Solidaires

Equipe ASH d'Olympe de Gouge, la destruction qui fait BIM

Olympe de Gouges, cette grande femme qui s'est battue contre l'esclavage et pour les droits des femmes, doit se retourner dans sa tombe de voir que son nom est utilisé dans un pôle où les conditions de travail sont si dures, et la pression sur les agents si forte.

Car Winter is Coming, et pour ne pas avoir froid, la direction a besoin d'un nouveau manteau bien chaud. Et pour cela elle fait la peau aux équipes ASH.

La destruction des équipes ASH à ODG consiste à casser les 8 équipes réparties sur les 4 étages, pour imposer la mise en place d'une "Brigade d'Intervention du Ménage" (le BIM selon la première dénomination donnée par l'encadrement), où tous les jours certaines collègues seront affectées.

Leur rôle : accourir à travers tout ODG, téléphone en poche, pour tout le bio-nettoyage à la demande des encadrements.

En sachant qu'il y a des services d'urgences, et donc des désinfections qui devront être faites en urgence. Le calcul a été fait pour 50 désinfections par jour en moyenne, sans prise en compte de la réalité au jour le jour, et les différences qu'il peut y avoir d'un jour à l'autre.

Ce type de projet a déjà été mis en place au CHU, et le nombre d'arrêts dans ces équipes est la preuve de la nocivité de ces organisations de travail.

Comme il est habituel dans ce pôle, le projet a été imposé aux collègues en divisant les équipes entre elles. Par exemple, l'argument "vous ne ferez plus de

bio-nettoyage" a été donné aux équipes AS / AP, avec pour conséquence la perte de l'idée que nous sommes tou-tes dans le même bateau dans nos services.

Encore pire, la manipulation a été poussée jusqu'à mettre en place une pétition pour le projet, à l'initiative de l'encadrement, à nouveau pour faire pression sur les collègues.

« Diviser pour mieux régner » tel est le maître mot sur ODG.



SUD est avec les collègues, contre ce projet qui pourrait pousser encore plus loin la logique des suppressions des postes. En particulier par la privatisation des équipes de ménage et les mutualisations qui signifient toujours diminution des effectifs et faire plus avec moins.

Hébergement de patient-e, le jeu des chaises musicales

Tout-e soignant-e au CHU de Tours (ou dans tout autre établissement) a déjà pris en charge un-e patient-e dans son service alors qu'il-elle ne relevait pas de la spécialité pour laquelle il-elle était hospitalisé-e.



Malheureusement les multiples destructurations ne font qu'aggraver ces problématiques une fois les lits supprimés.

En effet, le but ultime de toute destructuration qui se respecte étant de tirer encore plus sur la corde (en termes de lits comme d'effectifs), il arrive de plus en plus régulièrement que ces services se voient en rupture de stock de chambre, et donc de lits.

A peine l'année entamée, que sur le pôle Tête et Cou la chasse aux lits vides a débuté. Parfois même, des patient-es ont pu connaître 3 services dans la même journée, faute de lits disponibles. Et dernièrement, un patient a même dû être hospitalisé en ORL sur un brancard pendant plusieurs heures le temps qu'un lit se libère !

A SUD nous proposons à la direction de profiter des soldes pour aller faire un tour dans un magasin d'ameublement. Ils devraient pouvoir trouver quelques lits superposés !

Point (aqua)culture : Petit poisson deviendra grand !

Manque de personnel, rappels à domicile, non remplacement des arrêts, des congés... Tous les secteurs, tous les grades, tous les agents sont maintenant touchés (et bientôt coulés) ! Dans ce contexte grandissant de dégradations de nos conditions de travail, nous ne cessons d'alerter la direction devant le risque de noyade de nos collègues !

Leur réponse : « le vivier est vide ».

Définition du dictionnaire Larousse : Vivier :

« ① Enclos où sont introduits les poissons, les crustacés après leur capture ou leur récolte en attente de leur destination définitive.

② Récipient dans lequel on conserve les poissons vivants.

③ Bateau muni d'un réservoir dans lequel on conserve le poisson vivant. »

**La direction nous prendrait-elle pour des carpes ?
Ou encore pour des truites d'élevage ???**

Cette direction, toujours plus carnassière, s'épuiserait donc à appâter de pauvres proies pour les attirer dans ses filets. Bien entendu ! Le chant des sirènes ne fait plus recette tant il est difficile de s'épanouir avec les conditions de travail actuelles.

Pourtant les personnes motivées pour travailler, pour

se former et pour apprendre ne manquent pas. Elles n'hésitent pas à remonter la Loire ou traverser le boulevard Tonnellé pour postuler. Curieusement, aucun recrutement ? Notre direction brasse et mouline mais revient bien bredouille...



Pendant ce temps, nous nous épuisons à revenir remplacer sur nos jours de repos. Nous préférons sûrement les passer au bord d'un lac plutôt qu'à l'hôpital... Bien entendu, cela ne sera possible que si la direction cesse de naviguer en eaux troubles et de noyer le poisson: arrêt des suppressions de poste, renouvellement des contrats, augmentation des mensualités de remplacement, stagiairisation des contractuel-les.

Et ainsi les collègues pourront bénéficier paisiblement de leurs jours de repos bien mérités. C'est ce que SUD continuera à défendre.

Violence aux urgences

Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, nos collègues ont vécu la terreur. Un individu armé s'est introduit sur le site de Trousseau, au sein des urgences.

Le pire a été évité grâce aux réactions exemplaires de nos collègues qui ont mis les patient-es en sécurité avant de se protéger eux-mêmes. Nous devons aussi signaler le courage des agents de la sûreté accueil présents cette nuit-là. Ils sont allés à la recherche de cet homme. Heureusement, il n'y a eu aucune victime. Mais cet épisode a laissé une équipe profondément choquée.



Cet événement extraordinaire et catastrophique est venu mettre en lumière les défaillances de notre établissement en matière de protection des agents.

Car depuis des mois les équipes demande le renfort de l'équipe de sûreté accueil, qui est totalement partie prenante de l'accueil et de la prise en charge aux urgences. Pour SUD, rien de mieux qu'une équipe renforcée en nombre

pour faire baisser la pression et gérer les situations de crises lorsque de la tension ou de l'agressivité arrive.

La direction restait et reste sourde aux demandes des collègues des urgences et de la sûreté accueil.

Après le CHSCT qui a fait suite à cet événement, un agent de sécurité privé a été mis en place de façon transitoire. Et ce renfort a été enlevé depuis, bien qu'aucun renfort n'ait été mis en place. Pire, la direction charge les collègues administratives-ifs de tâches de surveillances (comme l'ouverture des portes à l'aide de caméras) sans moyens pour cela.

Nous rappelons que la direction est responsable de la sécurité des agents travaillant sur l'ensemble des sites du

CHU. À SUD, nous ne pouvons que dénoncer cette attitude irresponsable qui consiste à ne pas mettre en place les moyens nécessaires à la sécurité et à l'accueil des patient-es en renforçant les équipes qui en ont la responsabilité.



La transition écologique (version CHU)

Il faut limiter notre pollution ! C'est pourquoi la direction a pris cette injonction au pied de la lettre. Ainsi, il ne reste plus

qu'un seul et unique véhicule fonctionnel pour TOUS les ateliers. Les autres, beaucoup trop vétustes, ont été mis au placard. Les remplacer : « bien trop coûteux ! » a répondu la direction.

Donc si toutefois, vous trouviez un collègue peintre, serrurier, électricien... sur le bas-côté en train de faire du stop entre les différents sites du CHU. Soyez sympa, prenez-le à bord !

VIBROTHERAPIE

Depuis quelques semaines sont apparus de nouveaux équipements au CHU : des gilets vibrants.

Rien à voir avec un soin à l'adresse des patient-es, mais ces nouveaux « équipements » sont à destination des agents. Suite à un partenariat avec une société privée, la direction a débuté une phase de test au restaurant du personnel. Ces fameux gilets seraient prévus pour réduire les TMS (troubles musculo-squelettiques).

Mais **comment ça marche** ? Très simple, dès qu'un agent n'adopte pas la position correcte pour effectuer un geste ou un effort de porter, il reçoit une petite vibration qui le rappelle à l'ordre et par là même l'incite à maintenir une bonne posture.

Mais quid de l'école du dos, nous direz-vous ? Elle existe toujours mais pour combien de temps ? L'accès aux formations, dont celle de l'école du dos, devenant de plus en plus difficile au CHU faute de personnel de

remplacement suffisant. Nous pouvons imaginer que la direction préfère investir des sommes astronomiques dans du matériel high tech plutôt que dans des formations qui jusqu'ici donnaient toutes satisfactions. **Quant à embaucher du personnel afin de pouvoir manutentionner à deux, là c'est encore une autre histoire ! En conclusion, elle préfère la punition par vibration que la prévention.**



Il reste encore des réglages de puissance à faire sur certains gilets, mais la direction assure que ça va rentrer dans l'ordre, et que « de toute façon, ce n'est pas pire que de travailler dans n'importe quel service restructuré ».

« Nos Blocs qui débloquent »

À croire qu'on ne peut plus dormir tranquille à l'Hôpital. Depuis quelques semaines les interventions chirurgicales et notamment des urgences « Mains » et plastiques sont de plus en plus différées par manque d'équipe complète d'anesthésie.

En effet depuis une dizaine de départs de médecins anesthésistes, les blocs opératoires sont comme amputés et boitent sérieusement.

Les délais pour les interventions sont allongés au détriment des patient-es qui restent avec os et articulations fracturées en attendant leur opération.

« Monsieur, madame, vous avez consulté, votre nez est bien cassé, maintenant il faut prendre votre ticket !! »

Le chemin vers le bloc opératoire : un parcours du combattant.

Les patient-es les « plus chanceux-ses » qui ont une possibilité d'être opéré-es rapidement, sont admis-es en hospitalisation complète et gagnent le droit de rester à jeun pendant des heures. Pour parfois, après un changement de programme, voir finalement reporter leur intervention un jour de plus.

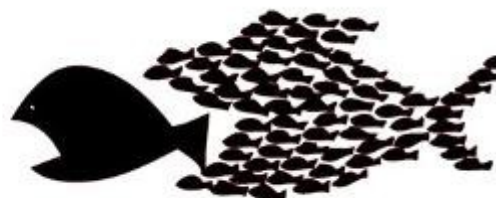
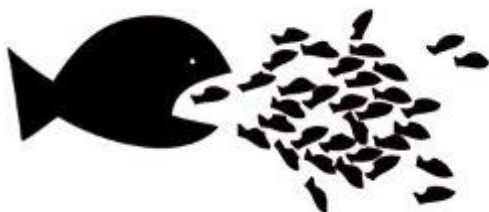
Pour les autres, il n'est pas impossible que dans certains cas, on leur prescrive de rentrer chez eux avec antalgiques et antibiotiques pour revenir un jour suivant.

Et la conséquence logique d'un hôpital public qui n'assume pas les soins nécessaires, les patient-es partent les chercher dans le privé lucratif, qui n'attend que ça de récupérer ces « parts de marchés » (comme dit notre directrice).



Alors comment débloquent la situation et opérer les patient-es sans anesthésiste ?

Un peu d'hypnose, un bâton entre les dents ou un bon coup de batte sur la tête en mode « les Bronzés font du ski » ??!



L'écho
des fourmis

Blague à part, pour qu'une patiente en vienne à poster un appel au secours de sa chambre sur les réseaux sociaux c'est bien que la situation est gravissime !



Report 5 jours de suite d'une opération faute d'effectif.

La direction interpellée dernièrement au CHSCT, reconnaît avoir de nombreuses lettres de plaintes de patient-es à ce sujet et identifie que le problème trouverait même sa source aux consultations de pré-anesthésie. La seule solution proposée par la direction est de faire appel au service privé des entreprises de travail intérimaire : cela est bien sûr inacceptable et nous paraît plus que précaire.

Alors que le service d'orthopédie a essuyé une destruction entraînant la fermeture de 12 lits d'hospitalisation, à l'heure actuelle des patient-es sont parfois accueilli-es et pris en soins dans des bureaux par défaut de place en chambre.

À l'heure où la volonté de modernisation et d'évolution des soins devient un argument automatique de notre direction pour les destructions en cours, il nous semble évident au contraire, que la qualité de la prise en charge des patient-es ne cesse de faire marche arrière.

Neurochir, il y a 1 an déjà

Il y a un an déjà le service de neurochirurgie était en grève afin de manifester son désaccord sur la diminution des effectifs imposés par l'encadrement et la direction.

Les effectifs aides-soignants calculés au plus bas pour 30 patient-es ont conduit à un dysfonctionnement suite à un congé d'adoption non remplacé. Pour pallier à ce manque de personnel la direction a décidé de fermer 7 lits. À cela s'est ajouté un arrêt pour raison familiale et un arrêt suite à un accident de service.

Résultat : un matin, une aide-soignante s'est retrouvée seule avec l'aide-hôtelière pour 23 patient-es dont la plupart dépendant-es ou semi dépendant-es , angoissé-es , perdu-es dans l'espace et le temps. Cet événement s'est reproduit de nouveau dans la même semaine....

L'encadrement a mis en place des aides et remplacements en récupérant par-ci par-là des aides-soignantes pour 1 ou 2 heures, une infirmière pour une demi-matinée, et cela sur plusieurs jours.



C'est vrai que quand on diminue les effectifs de suppléance de pôle, c'est difficile de remplacer les absences. Et le système du Whoog est incapable de régler le problème.

Malgré les alertes sur la fatigues des agents, les mauvaises conditions de travail, la démotivation des aides-soignantes et des ASH, les pleurs, les douleurs tant physiques que morales, un sentiment de faire "un travail à la chaîne", la prise en charge qui

ne convient pas à l'équipe (les patient-es le ressentent et nous en parlent), il semble difficile de se faire entendre.

Un agent témoigne :

Après tous ces mois, après la restructuration, la conséquence de la baisse d'effectif, c'est le personnel à présent qui est en danger. Regarde, moi...mon corps me lâche de tout les côtés, et depuis quand ????? Depuis qu'ils nous ont supprimé du personnel, il faut se dépêcher et passer d'un patient à l'autre, je travaille à la chaîne....

Et pourtant ! Après des années dans ce service de neurochirurgie je n'avais eu mal comme ça !!!! Je ne parle pas des autres arrêts... des autres filles. Nous toutes sommes en danger... je suis en DANGER !!! Car dans ces conditions là, je ne pourrai plus exercer ma profession encore bien longtemps... Mon corps me lâche...

Ce bilan pour l'anniversaire de la destructuration a pour but de démontrer (s'il en était besoin) la casse des conditions de travail qui découle obligatoirement des décisions de notre direction dans les services.

Pour les prochains services qui vont être déstructurés, pas de miracle. Ça sera la même chose.

Alors n'attendons pas que l'ensemble des services soient détruits un par un. Toutes et tous ensemble, battons nous à présent pour la défense de la santé et de notre hosto.

Le Kaliweb de Noël

Il y a quelques temps, a été mis à disposition les formulaires Kaliweb sur intranet. Utiles pour pointer les dysfonctionnements liés au sous-effectifs imposés par la direction, exposer les faits liés au mauvais déroulement d'une journée/nuit de travail, révéler ce qui est inconfortable,

dangereux, gênant pour les patient-es ainsi que pour les soignant-es.

Hors ce jour là, dans un service de soin, c'est ce que l'on pourrait appeler une bien mauvaise journée...

Peut-on parler de dysfonctionnement à vos yeux. Au moment où j'écris ces lignes, 12h56, deux de mes collègues sont en pleurs suite à la charge de travail qu'a représenté leur matinée. Je ne vous la décris pas une fois de plus cette matinée, vous ne comprendriez pas, tout simplement car vous ignorez totalement la réalité de notre quotidien, de notre travail, parce qu'aussi vous ne mettez jamais les pieds sur le terrain ou uniquement en mode "cabinet ministériel" (bien habillé et en grande pompe). Je vous invite grandement à venir, mais pas à faire semblant, enfiler nos tenues et venez essayer, juste une fois, de passer une matinée avec nous dans les soins un week-end. Là vous saurez, là vous comprendrez. Est-ce que votre modèle de management basé sur la constante diminution des effectifs et le non remplacement des personnes arrêtées sera toujours viable le jour où vous n'aurez plus d'agent car ils auront tous craqué. Vous connaissez le métier d'opérateur-soudeur? Dans l'univers industriel c'est une personne qui prodigue des soins à une machine, qui s'en occupe lorsqu'elle dysfonctionne. A l'hôpital, vos machines, ce sont nous, mais qui s'occupe de nous lorsque l'on défaille? Auriez-vous la décence de nous accorder des opérateur-soudeurs pour humains, ou à défaut de nous écouter, d'envisager une solution alternative?

J'ai envie de vous souhaiter de bonnes fêtes, par courtoisie, et car je sais qu'elles seront bonnes, évidemment ce kaliweb ne sera sans doute pas lu avant les réjouissances qui nous attendent, nous ne sommes clairement pas une priorité à vos yeux, mais bien plus encore car je sais que vos réveillons ne seront aucunement hanté par le visage en pleurs de vos collègues à deux jours de Noël, puisque cette réalité vous échappe totalement.



Médecine Interne, les temps modernes !?!

Ce service a également subi une destructuration avec les suppressions de 20 lits d'hospitalisation de semaine et 14 ETP (AS/ASH).

Pour préparer cette destructuration, encadrement, direction et médecins du service, n'ont pas arrêté de dire aux équipes que c'était un bon projet, que c'était un projet de modernisation pour plus d'attractivité et pour améliorer la prise en charge des patient-es.



Sans parler de tous les mensonges faits aux équipes : « cœur de métier, binôme AS/IDE, agents pour la salubrité, charge de travail allégée grâce au turn-over patient-es..... » !

Par confiance, les agents ont voulu croire leur hiérarchie, et les médecins du service, et ont donc accepté cette destructuration.

Voilà 3 mois que ça a commencé, et le moins que l'on puisse dire c'est que ça commence mal !

La semaine du 5 novembre 2018, date de la mise en œuvre de cette catastrophe annoncée, il n'y avait pas de cadres ! Les 2 étaient en CA !! Les agents livrés-es à eux-mêmes ont dû mettre en place un projet qu'ils-elles n'avaient pas choisi !

Pour sûr, il y a eu des réunions de préparation mentale, où les cadres et médecins ont venté les bienfaits d'une « réorganisation » en donnant les grandes lignes, sans que les agents n'aient leur mot à dire. Et l'équipe de nuit a elle été totalement oubliée. L'encadrement de nuit n'avait aucune information sur le sujet.

Depuis le 5 novembre, les AS courent dans tous les sens, sont multitâches (le week-end ils-elles sont aussi ASH et Aides-Hôtelières), n'ont pas d'autres choix que de faire le bio-nettoyage des chambres, d'aider les IDE si possible, de se plier aux plannings des médecins (visite, etc...).

Les Aides-hôtelières sont 2 par jour en semaine et 1 le week-end pour 52 lits. C'est un service très spécifique sur les repas (diabète +++) ! Comment faire pour servir tout le monde à l'heure et surtout pour ne pas faire d'erreurs dans les régimes, pour s'occuper des

commandes, de la lingerie.... ?

Les ASH sont 3 la semaine et 2 le week-end. Elles sont sensées faire les locaux annexes (bureaux, salles communes, etc...), mais aussi les sols et salles de bain des 52 chambres, plus les couloirs immenses, plus le bio-nettoyage des chambres des sortant-es.... ???

On pourrait ajouter plein d'exemples, mais l'Echo des Fourmis doit rester à 12 pages ! (oups raté pour cette fois)

Aujourd'hui les prises en charges des patient-es sont dégradées, les soignant-es sont à bout.

Mi-janvier pas moins de 11 arrêts Aides-Soignants (pas loin d'un tiers des effectifs). Du sous effectif ++. Des Whoog en veux-tu en voilà, mais les collègues qui se sont fait avoir une fois ne veulent pas revenir !

Les médecins, devant ces prises en charges dégradées, devant des collègues en pleurs dans les couloirs, devant tant d'arrêts de travail, ont fait une lettre mi-janvier, à la directrice générale, pour dénoncer : « *un épuisement physique et psychologique des aides-soignantes en raison d'une augmentation de la charge de travail liée à la diminution du ratio soignant-es / patient-es.* ». Mais aussi, il est écrit : « *détérioration des conditions de travail, perte de motivation, ... ressenti de burn out...* ». Mieux vaut tard que jamais !

Au CHSCT du 20 septembre 2018 (PV à disposition bientôt sur intranet), les syndicats dénonçaient ce projet, et SUD a employé les mêmes mots que les médecins dans leur lettre, mais 4 mois plus tôt !

Avec cette destructuration les conditions de travail et de prises en charge ont reculé d'un siècle ! Du travail à la chaîne.



(tient ça nous rappelle un film de Charlot !)

Le Syndicat SUD, soutient et ira dans la lutte avec cette équipe, pour améliorer les conditions de travail des agents, contre la maltraitance et la violence institutionnelle imposée par la direction ! Nous interpellons une fois de plus la direction lors des prochaines instances pour la mettre devant ses responsabilités ! Et avec l'ensemble des collègues, ça ne sera qu'un début !

Déménagement locaux syndicaux

Les fourmis ayant travaillé toute l'année,
Se trouvèrent fort dépourvues
Quand le déménagement fut venu.
Pas un seul carton, ne fut perdu.
Elles déménagèrent dans une nouvelle fourmilière,
Pour celles qui ont connu, à l'ancienne neurologie,
elles vécurent une nouvelle ère.
Sur la gauche au bout du couloir.



Nous sommes toujours joignables au 73762

Pour toutes celles et tous ceux qui
seraient intéressés-es, le jeudi 7 février à
partir de 13h, opération portes ouvertes.



Règles du temps de travail 2019 « La menace est toujours dans les détails » R. Lewy

Vous avez tout-es dû déjà trouver dans vos services la note annuelle qui donne les modalités de gestion du temps de travail pour 2019.

À SUD, nous l'avons bien sûr étudiée du début à la fin. Alors, avec son air très « réglementaire » et qui pourrait n'être qu'une simple répétition de notre guide du temps de travail et de la législation en vigueur, elle cache de jolis détails qu'il fallait bien chercher pour les révéler.

En voilà au moins deux :

- Pour certains événements familiaux, des autorisations spéciales d'absences peuvent être accordées (sous réserve de nécessité de service). Ainsi, cette année la direction a décidé de rogner sur certains de ces jours. **En effet, plus de jours**



pour « événements familiaux » dans le cadre d'un décès concernant un oncle, une tante, un neveu, une nièce, un gendre, une belle-fille ou un arrière grand-parent. C'était au delà de la réglementation, la direction n'aime pas faire des cadeaux !

- Par contre, jusqu'à maintenant, dans le cadre du congé paternité, la direction donnait le droit aux cadres de refuser les dates demandées par l'agent. Or ce congé est bien accessible de droit, sans la moindre notion de nécessité de service. Après d'âpres discussions la direction a retiré le bout de phrase qui faisait tache. Dorénavant, et comme la loi le décrit, tout agent pourra poser à sa convenance 3 jours pour la naissance + 11 jours de congé paternité.

Sortons nos loupes, car plus nos droits rétrécissent, plus il est important de savoir où ils sont. Élémentaire...

22 janvier, l'Acte I du printemps pour un renouveau de la psychiatrie

Le 22 janvier a eu lieu sous la neige parisienne la première journée de mobilisation nationale de la psychiatrie.

sont qu'une paille par rapport aux besoins et à l'urgence de la situation.



Cette journée a été initiée par nos collègues de Pinel en lutte, à Amiens, en grève et mobilisé-es depuis des mois pour avoir un minimum de moyens pour soigner dignement les patient-es.

Et une quarantaine d'organisations, associatives, syndicales, partis politiques, collectifs, clubs de patient-es

ont soutenu cet appel avec un manifeste « **Printemps pour la psychiatrie, manifeste pour un renouveau des soins psychiatriques** »

Les mobilisations de 2018 partout en France, dont les plus symboliques (et victorieuses) ont été les grévistes de la faim du Rouvray et les « Perché-es » du Havre, sont les conséquences de la situation critique et catastrophique de la psychiatrie en France.

Baisse des budgets, sous-effectifs, fermeture des lits sans alternatives, casse du secteur, anéantissement des lieux de réflexions pour les équipes, influence grandissante d'une psychiatrie scientiste et biologiste accoudée aux lobbies pharmaceutiques...

La coupe est pleine, et ce ne sont pas les gesticulations de la ministre de la santé, totalement dérisoires voire insultantes, qui y feront quelque chose. La logique du gouvernement est de tenter d'éteindre ici et là les mobilisations qui deviennent trop importantes et qui pourraient faire taches d'huiles.

Et les 40 millions € qu'elle a promis en 2019 pour la psychiatrie, venant s'ajouter au 62 millions de 2018, ne



Car derrière ces économies, ce sont nos pratiques et les soins aux patient-es qui en découlent. Les recours à la contention, aux chambres d'isolement, aux soins sans consentement sont de plus en plus imposés dans nos services.

En France, environ 100.000 personnes sont soignées sans leur consentement, et 8,3% des patient-es sont placée-es en isolement. Cette situation est inacceptable.

Au CHU de Tours, au-delà de la situation qui se dégrade, manque de médecin, liste d'attente dans les CMP (certains ne peuvent plus accepter de nouveaux-elles patient-es), sous-effectif lié à l'absentéisme non-remplacé, c'est par le plan COPERMO que la direction entend durablement mettre à sac la psychiatrie et la politique de secteur.

Le projet prévoit le regroupement de tous les services sur un seul site, avec toutes ses conséquences : éloignement des secteurs d'origines, devenir des espaces de jour/cafets, fusions et mutualisations des équipes...

Et surtout, la direction souhaite en profiter pour supprimer 40 lits supplémentaires et 20 ETP sur l'ensemble du pôle. Associé à la logique de services spécialisés intersectoriels qui finira de mettre par terre le secteur, autant dire qu'à Tours nous avons tout intérêt à construire le « Printemps de la Psychiatrie » qui a commencé sous la neige le 22 janvier.

SUD soutient et appelle à rejoindre la mobilisation initiée pour un plan d'urgence et d'ampleur pour la psychiatrie. Soyons toutes et tous ensemble dans la lutte pour obtenir les moyens de soigner dans les meilleures conditions pour accueillir et soutenir les patient-es et leurs proches.



Nouvelle attaque sur les congés d'été



Notre direction prend la fâcheuse habitude à chaque début d'année d'imaginer que les congés annuels seraient optionnels.



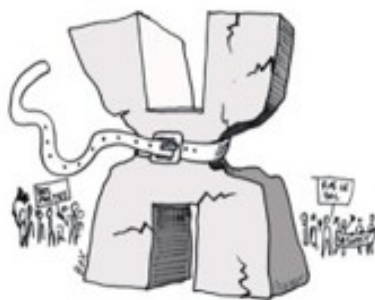
En 2019, rien de bouge mais tout empire (contre attaque). Dès janvier, la direction a donné ordre aux encadrements du CHU de répandre la bonne parole : « **cette année on se sert la ceinture. Il n'y aura pas de mensualité de remplacement pour les congés d'été. Point à la ligne** ».

Nous pensons que c'est la menace de trop sur nos droits. **Car nos congés, en particulier les congés annuels d'été sont un droit absolu !** Et nous devons le faire appliquer.

A retenir et apprendre par cœur !!! Chaque agent a le droit à 3 semaines consécutives de vacances pendant la période d'été.

Organisons la riposte au CHU le plus vite possible. Car la stratégie de la direction, c'est laisser trainer les choses, pour arriver à l'été, et pouvoir sortir l'arme de la « nécessité de service » pour refuser nos congés.

De plus, la direction souhaite que des conflits voient le jour au sein des services, sur le mode « chacun-e pour sa peau ». Refusons cette stratégie (oui c'est un poncif mais tellement d'actualité au CHU) du « *diviser pour mieux régner* ».



Au contraire, toutes et tous ensemble pour mieux se reposer.

Car si nous ne le faisons pas, voilà ce qui nous attend :

- La direction ira toujours plus loin pour diminuer nos droits et faire des économies. Pour rappel en 2016, notre direction demandait à l'IGAS que la période d'été soit étendue du 1er juin au 30 septembre.
- Les petites vacances aussi sont concernées. Par exemple il n'est plus possible dans certains services de poser 2 week-end consécutifs pour être en congé. Cette interdiction est abusive et n'existe nulle part. Tout comme l'obligation de négocier soi-même avec les collègues pour avoir son week-end.

Et quel indécence de la part de cette direction de nous faire payer à tous les niveaux son COPERMO et les politiques de santé. Alors que les destructurations successives nous épuisent à la tâche, et qu'une fois déstructuré, il n'y a plus assez de monde le service pour partir en vacances.

Tout est dit lorsque notre DRH dit pour justifier le fait qu'un grand nombre d'entre nous n'aurait plus droit à l'avenir de prendre 3 semaines de congés l'été :

« c'est dans l'ADN des agents de la santé d'être à la disposition »

Montrons collectivement à notre direction de quel ADN on se chauffe. Battons nous toutes et tous ensemble pour :

- le respect absolu du droit au congé, pour tous les agents, y compris les contractuel-les, dans les mêmes conditions que les titulaires.
- L'embauche de toutes les mensualités de remplacement nécessaires.

Refusons la stratégie « du diviser pour mieux régner » dans les services, et soyons solidaires contre ce nouveau tour de vis de la direction.

Nous avons invité toutes les organisations syndicales du CHU à se réunir pour préparer ensemble et dans l'unité la meilleure riposte possible pour gagner.

Résultats des Élections FPH de décembre 2018

Après les élections qui se sont déroulées en décembre 2018, SUD Santé Sociaux reste la 1ère organisation syndicale d'Indre et Loire et du CHU.

Un grand merci donc pour tout-es celles et ceux qui ont voté pour SUD.

Vu la période dans laquelle nous nous trouvons, nous sommes conscient-es de la responsabilité que cela représente.

Et nous souhaitons coûte que coûte rester un syndicat de lutte qui se bat avec les collègues pour défendre nos droits et notre système de santé.



Nationalement, il n'y a pas de grand changement dans les résultats de ces élections. **SUD Santé Sociaux reste la 4ème organisation syndicale de la Fonction Publique Hospitalière (FPH)** après la CGT, FO et la CFDT avec 8,42% des voix.

Et on retrouve la même augmentation de l'abstention au niveau national, avec une baisse globale de 6% de participation.

Alors si ce n'est pas obligatoirement la seule raison, cela vient démontrer que le vote électronique fait baisser la participation.



SUD du CHRU de Tours - février 2019

Résultats pour le CTE du CHU de Tours, 2014 et 2018

	2018	Sièges Sur 15	2014	Sièges Sur 15
SUD	34,96%	6	37,02%	6
CGT	23,41%	4	23,07%	4
CFDT	10,32%	1	9,98%	1
FO	7,80%	1	8,27%	1
CFTC	6,22%	1	5,98%	1
UNSA	2,37%	0	4,27%	0
CGC	14,91%	2	11,34%	2

Ces résultats sont aussi une victoire contre la direction du CHU qui s'est engouffrée dans le vote électronique pour tenter de faire chuter le vote pour les organisations syndicales qui s'opposent à elle. Et bien c'est raté, même si la participation s'est effondrée lors de ce vote, avec une baisse de 8,7% sur le département (1079 votant-es en moins sur 12000 agents).

Pour nous le bilan du passage au vote électronique est catastrophique à tous les points de vue : participation, complexité et désorganisation, le coût qui a explosé, le temps perdu à préparer le vote (des dizaines d'heures de perdues dans cette usine à gaz)...

Et quand on repense au DRH nous disant qu'avec le vote électronique nous allions passer à une participation de 60%...



Pour l'ensemble de la Fonction Publique qui votait le même jour, **notre Union Syndicale Solidaires est la 6ème organisation syndicale** avec 6,3% des voix (et une baisse de 0,5% depuis 2014).

Au final, pas de changement majeur dans le paysage syndical de la Fonction Publique. Nous voilà parti-es pour 4 ans sans entendre parler d'élections. Une chance pour nous concentrer autant que nécessaire sur la lutte et les mobilisations. Parce qu'au final, c'est ce qui compte.

Retrouvez dans les pages suivantes les élus SUD Santé Sociaux suite aux élections



Nos élu-es SUD aux Commissions Administratives Paritaires Départementales (CAPD)

**CAPD n°2, 6 sièges sur 12
3 titulaires et 3 suppléantes**

Charlie Mongault
Alexandra Pingaud
Ewen Le Flao
Nadège Berthelot
Amélie Doucet
Nora Benchebana

**CAPD n°5, 4 sièges sur 8
2 titulaires et 2 suppléant-es**

Claudie Chavigny
Béatrice Auger
Alexis Damas
Sabrina Boutet

**CAPD n°6, 2 sièges sur 6
1 titulaire et 1 suppléante**

Claudine Moire
Karine Gentilhomme

**CAPD n°7, 4 sièges sur 8
2 titulaires et 2 suppléants**

Gilles Delahaie
François Gaillot
Julien Dupuis
François Baudry

**CAPD n°8, 6 sièges sur 12
3 titulaires et 3 suppléant-es**

Isabelle Coquereau
Stéphanie Silnique
Nathalie Planchenault
Fabrice Ferrand
Sophie Moreau
Catherine Bertin

**CAPD n°9, 4 sièges sur 6
2 titulaires et 2 suppléantes**

Nadine Abdesslam
Michèle Germain
Fabienne Doreau
Valérie Jolyet

Nos élu-es SUD aux Commissions Administratives Paritaires Locales (CAPL)

**CAPL n°2, 4 sièges sur 12,
2 titulaires et 2 suppléant-es**

Laëtitia Lecomte
Anita garnier
Damien Seguin
Séverine Malnati

**CAPL n°5, 4 sièges sur 8
2 titulaires et 2 suppléantes**

Claudie Chavigny
Alexis damas
Sophie Fay-Jacquet
Isabelle Bidault

**CAPL n°6, 2 sièges sur 6
1 titulaire et 1 suppléante**

Claudine moire
Florence Laury

**CAPL n°7, 4 sièges sur 6
2 titulaires et 2 suppléants**

Gilles Delahaie
Olivier Fernandes
François Baudry
Pascal Niquet

**CAPL n°8, 6 sièges sur 10
3 titulaires et 3 suppléantes**

Marie-Laure Cognard
Stéphanie Silnique
Frédéric Métairy
Emilie Printanier
Samantha Pineau
Stéphanie Gauchet

**CAPL n°9, 4 sièges sur 12,
2 titulaires et 2 suppléantes**

Josette Fié
Michèle germain
Fabienne Doreau
Valérie Jolyet





Nos représentant-es SUD aux Commissions de Réforme

Commission de réforme n°2 :

Damien Seguin

Commission de réforme n°5 :

Evelyne Joulin

Commission de réforme n°7 :

Gilles Delahaie, Pascal Niquet, Bruno Boutant

Commission de réforme n°8 :

Stéphanie Silnique, Marie-Laure Cognard, Frédéric Métairay

Commission de réforme n°9 :

Nadine Abdesslam, Michèle Germain, Josette Fié

Représentant-es SUD au CTE Comité Technique d'Etablissement

12 sièges, 6 titulaires et 6 suppléants-es, sur 30

Stéphanie Gauchet

Emilie Printanier

François Baudry

Michèle Germain

Damien Seguin, secrétaire

Anita Garnier

Philippe Papin

Isabelle Coquereau

Mario Bullian

Marie-Christine Guilbert

Pascal Niquet

Sandra Merlet

Anita Garnier représentera la CTE à la CME,
Commission Médicale d'Etablissement

EH ! LES FOURMIS !



Représentant SUD au Conseil de Surveillance

1 siège sur 2
François Baudry

Représentant-es SUD au CHSCT Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de travail

8 sièges, 4 titulaires et 4 suppléant-es, sur 18

Philippe Papin, secrétaire

Cédric Goumard

Véronique Choupeaux

Sébastien Hameau

Charlène Brunet

Mario Bullian

Julie Galmard

François Baudry

Mobilisation des gilets jaunes, si toutes nos colères s'additionnent, nous pouvons gagner...

La mobilisation des gilets jaunes est soutenue par la majorité de la population. Loin de s'essouffler, elle est repartie à la hausse. Parmi elles et eux, beaucoup de salarié-es, précaires, à faibles salaires, des employé-es, des retraité-es, des chômeur-euses, des jeunes, ruraux ou péri-urbains.

Les préoccupations se sont élargies et portent sur les salaires, le pouvoir d'achat et les fins de mois difficiles, les fermetures d'usines, de services publics et de transports de proximité, les logements trop chers, l'injustice fiscale... L'accroissement des inégalités subies par un nombre toujours plus grand de personnes est une violence chronique qu'ils et elles ne peuvent plus supporter.

Le gouvernement fait la sourde oreille et réprime violemment, à la hauteur de sa crainte que ce mouvement s'élargisse et s'amplifie. Il propose un débat verrouillé d'avance. Il est clair qu'on pourra le résumer ainsi : "dites-nous ce dont vous avez besoin et on vous dira comment vous en passer". Ou encore: "ce qu'on vous donnera d'un côté, il faudra le prendre ailleurs, que choisissiez-vous ?"

Dans les manifestations du samedi, sur les ronds-points, des collègues des ehpad, des hostos, de l'aide à domicile ou encore des établissements sociaux et médicosociaux sont présent-es. Nombreuses et nombreux soutiennent cette mobilisation et arborent des gilets jaunes dans leur voiture.

Car dans nos établissements, on connaît bien aussi les fins de mois difficile, les contrats précaires, les licenciements, les suppressions de postes, les fermetures de services ou d'établissements, les trop faibles salaires, le gel du point d'indice, les inégalités, les temps partiels imposés, les logements trop chers qui nous obligent à nous éloigner des lieux de travail, le mépris de nos directions qui préfèrent rogner sur nos droits pour faire des économies au lieu d'embaucher.

SUD Santé Sociaux et l'Union Syndicale Solidaires ont pris leur responsabilité et soutiennent cette mobilisation, y participent et mettent à disposition leurs moyens. Tout en



LES HÔPITAUX MANQUENT CRUELLEMENT DE PERSONNEL



affirmant sans ambiguïté leurs positions contre toutes les discriminations (liées aux origines, au sexe, à l'orientation sexuelle) et contre les idées d'extrême droite. Le mouvement se structure démocratiquement et des assemblées générales départementales se tiennent toutes les semaines. Les revendications qu'elles portent sont les mêmes que les nôtres: augmentation des revenus (salaires, retraites, pensions, minima sociaux), suppression de la hausse de la CSG, défense et développement des services publics de proximité, baisse des taxes et de la TVA sur les produits de première nécessité, retour de l'ISF et récupération de l'évasion fiscale, que les gros payent gros et que les petits payent petit, taxation des gros pollueurs... Elles sont relayées auprès de la population et dans les entreprises.

C'est un véritable changement de politique, une vraie redistribution des richesses que nous voulons

toutes et tous. Alors, additionnons nos colères, soyons les samedis dans les manifestations avec nos blouses blanches, nos revendications, dans les initiatives intermédiaires, participons aux assemblées générales. Nous pouvons gagner!

- pour l'augmentation des salaires, 1700 euros minimum, 400 euros immédiatement pour tous et toutes,
- pour la justice fiscale et sociale : rétablir l'ISF, réforme fiscale pour lutter contre les inégalités, lutter contre l'évasion et la fraude fiscale.
- pour une fiscalité écologique : taxer le transport aérien et maritime, les véhicules de luxe polluants, le transport poids lourd routier.
- pour l'indexation des pensions sur les salaires, aucune pension ou minima social en dessous du seuil de pauvreté.
- pour des transports publics à bas-coûts ou gratuits partout sur le territoire,
- pour des logements dignes, à des prix accessibles, bien isolés et économes en énergie,
- pour des services publics, des emplois et des commerces de proximité,
- pour la transition écologique : création d'emplois non délocalisables, reconversion des transports polluants, transformation des industries et de l'agriculture polluantes avec des aides pour les salarié-es et riverain-es concernées, etc



Solidaires Unitaires Démocratiques

Les contacts et militant-es syndicaux-ales sont à votre disposition en cas de besoin ou pour tout renseignement.

Permanences du lundi au vendredi de 9h à 17h à **Bretonneau**: Tel/fax: 7 3762 / 02 47 47 37 62

Permanences les mercredi et jeudi de 9h à 17h à **Trousseau**: Tel: 7 8417 / fax 7 8418

Permanences le jeudi de 9h à 17h à **Clocheville**: Tel 7 9592 / 02 34 38 95 92

DECT du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail): 7 07 84

Et de 8h00 à 20h00: 06 15 08 62 22 - Mail: sudsantesociaux37@gmail.com - Site: www.sudsantesociaux37.org

BAUDRY François Centrale Ambulances	73333	HAMEAU Sébastien Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
BELLAH Jamal UCPA	75579	JOULIN Eveline Pédopsychiatrie	78847
BENHARRAT Afif UCPA	75579	MERLET Sandra Neuro-chir Bretonneau	78827
BOUTANT Bruno Jardin Trousseau	78417	METAIRY Frédéric SICS Radio	73762
BULIAN Mario Service électrique Trousseau	72077	MONGAULT Charlie Psy B rdc	71638
BRUNET Charlène Kaplan nuit	73762	NIQUET Pascal Logistique hôtelière	77836
CHOUPEAUX Véronique Pharmacie Trousseau	78727	PAPIN Philippe Pôle anesthésie réa Trousseau	78417
COGNARD Marie Laure ORL Bretonneau	74289	PINEAU Samantha Brancardage Bretonneau	73540
COGNEE Cécile Neuro Bretonneau	70664	POUJOL Anthony Logistique hôtelière	73762
COQUEREAU Isabelle Dermato A	78128	POVOA Victor Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
COUPET Isabelle Psy D	73762	PRINTANIER Emilie Dermato C	78129
DAMAS Alexis CPTS psy B	75974	RENOUX Patrick Logistique hôtelière	77836
DEBON Christophe Chambre funéraire Trousseau	74678	SEGUIN Damien SICS nuit Bretonneau	73762
DELAHAIE Gilles Archives	73189	SILNIQUE Stéphanie CPTS Psy A	70637
DENIZOT Corinne Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921	TURPIN Joël CPU Ado	73828
DUVERGER Françoise Neuro Bretonneau nuit	70664		
FERNANDES Olivier UCPA Trousseau	72727		
FIE Josette Admissions Trousseau	78369		
GADRAT Nicolas Manutention Trousseau	75730		
GALMARD Julie Pneumologie	73762		
GARNIER Anita Urgences Trousseau (nuit)	79000		
GAUCHET Stéphanie Olympe de Gouge	73762		
GERMAIN Michèle Consultations Trousseau	74608		
GOUMARD Cédric Sécurité Trousseau	72108 78827		
GUILBERT Marie-Christine Neuro-chir Bretonneau			









Ce journal est gratuit. Il est financé et imprimé par le syndicat SUD et tiré à 2500 ex.
Les articles non signés sont votés et assumés collectivement par le conseil syndical

L'écho
des fourmis

AU THEATRE CE SOIR

« La galette ou la cuisse »

d'après l'émission « Le meilleur pâtissier » sur Aime si ceci cela

Mme Naïve de l'étonnée :  J'aime la galette, savez-vous comment ?  Quand elle est bien faite, avec du  beurre et des épinards dedans. Tralalaaa,  tralalalalèrrrr, Tralalaaaa, tralalaaa.  J'aime la galette, savez vous comm... 

Mme De syndiquée : Salut toi, qu'est-ce que tu fais dans les couloirs à cette heure là ? Ce n'est pas à cette heure la que tu prends ta pause d'habitude.

Mme Naïve de l'étonnée : Oh tu m'as fais peur. J'étais en pleine révision d'une chanson que je suis en train d'apprendre pour le boulot. Tes chefs t'ont passé les paroles à toi aussi ?

Mme De syndiquée : Quoi ? « J'aime la galette » ? Tu fais partie d'une chorale qui va chanter des chansons à Clocheville ?

Mme Naïve de l'étonnée : Mais non tu n'y es pas du tout. Ce sont les nouvelles règles dans mon service. Tout le monde à la galette de la direction. Et la cerise sur le gâteau, enfin la fève dans la galette comme il dit, c'est de chanter pour l'occasion.

Mme De syndiquée : ReQUOI ? Mais tu voulais y aller au moins à cette galette ?

Mme Naïve de l'étonnée : Moi bien sûr que non. Mais les chefs sont arrivés et nous ont ordonné d'abandonner ce qu'on était en train de faire. Nécessité de service ils ont dit. Alors me voilà

Mme De syndiquée : Je ne sais pas ce qu'elle a avec ses galettes la direction, mais manifestement c'est un gros enjeu pour elle. Depuis l'annulation il y a 3 ans de la fiesta à 25000€ piano compris elle ne s'en remet pas, c'est de pire en pire. En même temps vu le management autoritaire à tous les étages, pas étonnant qu'elle ressente un besoin de couronne.

Mme Naïve de l'étonnée : Est-ce que tu penses que je dois y aller alors, je voudrais pas faire de bêtise.

Mme De syndiquée : À mon avis, il faut refuser ces pressions qu'on reçoit de partout. Si on accepte la nécessité de service pour la galette, où va-t-on ?




Mme Naïve de l'étonnée : Oh la ! Je vais devoir faire un dépistage alors. Peut être que mon ADN n'est pas fait pour que je bosse à l'hosto.

Mme De syndiquée : Pardon ???

Mme Naïve de l'étonnée : Bah oui, notre directeur a dit en réunion que notre ADN à l'hôpital c'était d'être à la disposition. Si je n'y vais pas à la galette, ça doit bien vouloir dire que j'ai un truc qui cloche.

Mme De syndiquée : C'est impressionnant comme tu attires à toi les petites phrases, mais c'est comme la tour de Pise avec la gravité, ça fini toujours de travers. Cette phrase il l'a sortie à propos des congés d'été que la direction souhaite réduire à 15 jours pour faire des économies. Car d'une année à l'autre, il faut repousser toujours plus loin l'indécence et nos droits. Alors les vœux et la galette de la directrice, au minimum elle peut se la garder. Par contre à toi, je te souhaite une bonne année, surement de luttes, que je te souhaite la meilleur possible.

Mme Naïve de l'étonnée : Et bien merci beaucoup, à toi aussi une bonne année. Allez j'y retourne...

 Qu'est-ce que tu fais pour les vacances,  moi je n'ai pas changé d'adresse.  Je serai je pense, au boulot à outrance, faute de collègues dans les services... 